

Bamako, Mali, 25 février (Infosplusgabon) - Le Bureau Afrique de l'Ouest et du Centre de Amnesty International, basé à Dakar, a révélé, jeudi, à Bamako, lors du lancement de son rapport, que le Mali avait le taux le plus élevé de violation des droits humains en Afrique de l'Ouest", rapporte vendredi la presse malienne.

Le directeur régional du Bureau de Dakar, Alioune Tine, estime que le choix de la capitale malienne pour présenter ce rapport s'expliquait par le fait que le Mali est devenu l'épicentre d'une crise qui s'étend aux autres pays de la région, soutenant qu'il y a eu plus de violations de droits humains au Mali que dans les autres pays de la sous-région.

Il ressort que ces violations de droit ont été surtout commises au nord et au centre par des groupes terroristes et les forces de défense et de sécurité.

A Bamako, il y a eu également des atteintes aux droits humains dont des tentatives de restriction de la liberté d'expression visant des journalistes et des activistes.

Selon la directrice exécutive d'Amnesty-Mali, Ramata Guissé, qui s'exprimait à cette occasion, l'année 2018 a été marquée par des violences comme l'attaque contre l'hôtel Kangaba, près de Bamako, où des expatriés et nationaux ont été tués par des djihadistes, et des attaques contre les forces étrangères dont les forces françaises de Barkhane, qui viennent de perdre deux

Écrit par Antoine Lawson

Dimanche, 25 Février 2018 13:33 - Mis à jour Dimanche, 25 Février 2018 13:38

soldats à Ménaka (nord) et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA), qui a perdu au total 30 hommes, imputables aux terroristes qui sèment la terreur au nord et au centre du Mali, depuis la crise sécuritaire qu'a connue ce pays en 2012.

Elle a révélé que des civils ont fait l'objet de nombreuses atteintes de la part des groupes armés évoluant au centre du Mali, notamment dans les régions de Ségou et Mopti, rappelant que 12 femmes ont été flagellées dans la région de Mopti parce qu'elles n'étaient pas voilées.

De nombreux autres civils ont été victimes dans la même zone dans le cadre de la lutte anti-terroriste menée par les forces de défense et de sécurité du Mali.

Parlant de la liberté d'expression, Ramata Guissé relève des atteintes qu'elle juge graves au Mali, notamment, l'arrestation du chroniqueur Ras Bath pour avoir critiqué l'armée lors d'une de ses émissions radiophoniques, la tentative d'assassinat du journaliste Madou Ka, au moment des protestations contre le projet de révision constitutionnelle.

Selon le rapport de Amnesty International, 150.000 enfants ont été privés d'école et que plus de 500 écoles ont été fermées dans le centre du pays, suite à l'insécurité privant ces enfants de leur droit à l'éducation.

Écrit par Antoine Lawson

Dimanche, 25 Février 2018 13:33 - Mis à jour Dimanche, 25 Février 2018 13:38

FIN/INFOSPLUSGABON/PLM/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon